

ALLOCUTION DE MONSIEUR PIERRE MAUROY, PREMIER MINISTRE,  
POUR L'INAUGURATION DES NOUVEAUX LOCAUX  
DU MINISTERE DES DROITS DE LA FEMME

(8 mars 1982)

---

Si je suis particulièrement heureux d'inaugurer les locaux tout neufs du ministère des droits de la femme aujourd'hui c'est qu'il y a 125 ans, vous le savez, des femmes, des ouvrières du textile osèrent descendre dans la rue à New-York pour faire entendre leurs revendications. Ce sont les premières que l'histoire a retenues, elles se trouvent aujourd'hui en tête d'une longue liste. Une liste que je n'ai pas besoin de vous énumérer, celle des luttes menées et souvent gagnées par les femmes pour que soient reconnus leurs droits et leurs libertés. Il s'agissait alors de travailler 10 heures au lieu de 16 par jour et d'effacer un peu l'écart entre salaires masculins et salaires féminins.

C'est donc dans le droit fil de la tradition ouvrière internationale que le gouvernement a fait du 8 mars la journée des femmes. Pour qu'un jour par an, au moins, leurs luttes soient reconnues et célébrées. Aujourd'hui, ce sont 17 dossiers que le gouvernement a décidé de prendre en compte tant dans le domaine de l'emploi, que dans celui de leurs droits civiques et sociaux

Car si les luttes des femmes et leur ardeur combative ont déjà fait tomber bien des barrières depuis un siècle, beaucoup reste encore à faire.

Voilà pourquoi, pour la première fois, en mai et juin dernier, elles ont voté en majorité pour un Président de la République et une Assemblée de gauche. Elles ont voté pour faire changer la vie, pour faire changer leur vie.

La première réponse de notre gouvernement, c'est son programme de réformes ambitieuses et son effort de lutte contre le chômage et les inégalités. Et les femmes sont les premières concernées. Ne constituent-elles pas 60 % des chômeurs, 75 % des smicards, 52 % des travailleurs à la chaîne et la grande majorité des emplois précaires ?

Parallèlement, nous avons mis en place un ministère des droits de la femme, digne de ce nom, avec un budget décuplé cette année, chargé de faire disparaître les discriminations à leur égard, d'accroître les garanties d'égalité dans les domaines politique, économique, social, culturel. Un rôle d'aiguillon dans le travail gouvernemental pour faire entendre la voix des femmes à tout moment et prendre les initiatives qu'il convient.

Ainsi dans les derniers pactes pour l'emploi <sup>des postes</sup> 60 % ont été réservés à des femmes.

Quant aux efforts pour partager le travail et parvenir aux 35 heures hebdomadaires, comment les femmes pourraient-elles ne pas partager notre objectif ? Elles qui savent bien qu'une journée de travail compte souvent double.

Harmoniser le temps de travail et <sup>le</sup> temps où l'on ne travaille pas est aujourd'hui un problème de civilisation auquel les femmes sauront particulièrement apporter des réponses. A nous de leur permettre de choisir, de leur donner la liberté de travailler ou non suivant les périodes de leur vie, sans que leur carrière en soit sacrifiée.

Aller vers moins de discriminations dans le monde du travail, tel est donc notre but, mais aussi donner aux femmes plus de libertés et de responsabilités dans la vie tout court.

Nous avons déjà pris des mesures pour effacer des textes les inégalités injustifiées ; pour donner aux femmes restées seules avec des enfants les moyens de faire face à la carence d'un mari qui ne verse pas la pension alimentaire qui lui incombe ; pour rétablir l'égalité des conjoints devant l'impôt ; pour donner un statut au conjoint d'un artisan ou d'un commerçant ; pour compléter les lois sur l'interruption volontaire de grossesse en autorisant son remboursement par la sécurité sociale ; pour que les femmes aient leur place dans la gestion de la cité : et à ce titre une loi va être proposée au vote du Parlement qui rendra obligatoire la présence d'au moins 30 % des femmes dans les listes de candidatures aux élections municipales et régionales.

Le rôle du Ministère des Droits de la Femme est moins de légiférer, de construire un statut protecteur, ou un nouveau code, que d'aiguillonner jour après jour les administrations et les responsables de tous niveaux, afin que se perdent les réflexes de ceux qui, dans leurs décisions et leurs comportements quotidiens, refusent, consciemment ou non, l'égalité que réclament à juste titre les femmes de ce pays.

.../...

En dix mois nous pouvons déjà affirmer que jamais aucun gouvernement n'avait entrepris une telle politique en faveur de la reconnaissance des droits des femmes. Et cette politique se ~~fa~~ poursuivie.